

PSYCHOSE DANS LES PLAGES DE AÏN-TÉMOUCHENT**163 personnes admises à l'hôpital
après s'être baignées**

163 personnes ont été admises dans les hôpitaux et polycliniques de la wilaya de Aïn-Témouchent, dans la nuit de vendredi à samedi, après qu'elles eurent ressenti des allergies respiratoires provoquées par les eaux de baignade de plusieurs plages du littoral témouchentois.

Selon le secrétaire général de la wilaya, qui a organisé un point de presse dans la matinée de samedi, l'apparition de cette allergie respiratoire qui s'est traduite par une toux, une gêne respiratoire, vomissements et rougeur des yeux chez les enfants, s'est manifestée après 16 heures dans les plages de Sidi-Djelloul, Chatt el-Hilal, Nedjma, Terga, et Sbiaât.

La majorité des personnes qui se sont baignées dans les plages précitées, ont ressenti une gêne respiratoire suivie de

toux et de fièvre. Cette scène de grande affluence de personnes malades a provoqué une panique générale dans les plages au point où beaucoup d'estivants les ont désertées, de peur d'être contaminées.

Les malades ont commencé à affluer vers les centres d'urgence, puis lorsque le phénomène a pris de l'ampleur, ils ont été transférés vers les grands hôpitaux de la wilaya de Aïn-Témouchent, Beni-Saf et Hammam Bou-Hadjar. Les enfants au nombre de 10



Pas moins de cinq plages suspectées.

cas ont été évacués à Oued Sebbah. Une cellule de crise a été aussitôt créée par le wali pour

suivre l'évolution de leur situation. Tous les moyens humains et matériels ont été mobilisés pour

prendre en charge les personnes atteintes, en les évacuant vers les hôpitaux ou on les soignent. Sur les

163 personnes admises durant la nuit de vendredi à samedi, 48 ont subi un traitement et sont sorties, tandis que trois sont en observation et pourraient quitter les centres de santé dans les heures à venir.

La cause probable de l'apparition de cette maladie est la présence d'oxyde de carbone dans l'eau, alors qu'une autre version avance que la mer est polluée de déchets toxiques déversés probablement par un bateau.

Des prélèvements de l'eau de mer ont été pris pour des analyses dans des laboratoires régionaux dont les résultats détermineront avec exactitude les causes de l'apparition de cette maladie qui a fait plus de peur que de mal.

S. B.

PILOTES DE LIGNE D'AIR ALGÉRIE**Vers une assemblée générale extraordinaire**

Les représentants du collectif des pilotes de ligne ont rencontré, hier, le P-dg d'Air Algérie, Wahid Bouabdallah, à la direction des opérations au niveau de l'aéroport d'Alger.

Après une réunion houleuse durant laquelle l'employeur a nié avoir proféré des insultes à leur égard, via le quotidien arabophone *Enahar*, les représentants du collectif des pilotes se sont, par la suite, concertés et ont décidé de préparer une assemblée générale extraordinaire dans les prochains jours probablement avant le début de la semaine prochaine. C'est ce que nous avons appris auprès de Nacer Boukhari, SG du syndicat des pilotes de ligne affilié à l'UGTA :

«Nous avons écouté les explications du P-dg d'Air Algérie, il a nié nous avoir insultés et le scanner devant contrôler les pilotes a été enlevé», nous dira-t-il avant d'ajouter : «Nous allons nous atteler à préparer une assemblée générale extraordinaire avec tous les pilotes pour décider des actions à prendre et nous nous réservons le droit de recourir aux voies légales pour être rétablis dans notre honneur.»

Pour rappel, le collectif des pilotes de ligne a observé, hier,

un sit-in au sein de l'aéroport d'Alger pour protester contre «les propos insultants» du P-dg d'Air Algérie à leur égard qui les a traités dans un entretien accordé au quotidien arabophone *Enahar* de «voler les denrées alimentaires des avions».

Dans un communiqué qui nous est parvenu, le collectif des pilotes de ligne, composé du Syndicat autonome des pilotes de lignes algériens (SPLA) et du syndicat des pilotes de ligne affilié à l'UGTA, indique que «suite à la dernière sortie médiatique du président-directeur général de la compagnie nationale Air Algérie dans les colonnes du quotidien *Enahar* et dans lesquelles nous

avons été traités de voleurs et de pilliers d'avions, nous, représentants du collectif des pilotes de ligne d'Air Algérie, tenons à marquer notre indignation par un rassemblement de protestation dans un premier temps. Par ailleurs, le collectif s'interroge sur les réelles motivations d'une telle campagne de dénigrement à l'encontre de notre corporation et surtout pendant une période aussi cruciale que la saison estivale».

Et d'ajouter : «Nous insistons, encore une fois, sur le fait que nous sommes les premiers garants des intérêts de la compagnie, nous nous réservons néanmoins le droit de recourir à toutes

les voies légales afin de rétablir notre honneur si nous ne recevons aucune excuse adressée par le premier responsable de la compagnie à notre corporation ainsi qu'un démenti dans le même quotidien que celui dans lequel ces propos ont été publiés, et ce dans les jours qui suivent.»

Le mot d'ordre du rassemblement a été lancé la veille et sous la pression des personnels navigants, et le scanner ayant été installé à 30 m du scanner officiel de sécurité quelques jours auparavant pour contrôler les pilotes a été enlevé jeudi dans l'après-midi.

Fatma Haouari

REPRÉSENTATIVITÉ DES FEMMES DANS LES ASSEMBLÉES ÉLUES**L'avant-projet de loi organique finalisé**

La commission chargée d'étudier les mesures visant à renforcer les droits politiques des femmes, tels que définis par l'article 31 de la Constitution du 12 novembre 2008, a élaboré un avant-projet de loi organique. Constitué de 22 articles, ce nouveau cadre juridique ne devrait être présenté devant le Parlement qu'à la veille des échéances électorales de 2012.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Le nouveau cadre juridique censé renforcer les droits politiques des femmes, notamment en matière de participation aux élections, serait finalisé.

Composée de représentants d'associations, de partis politiques et de diverses institutions de l'Etat, la commission installée en mars dernier par le ministre de la Justice, sur décision du président de la

République, aurait proposé ce texte de loi organique.

«Cette proposition de texte se compose de 22 articles. L'objectif principal vise à assurer une meilleure représentativité des femmes sur les listes électorales. Dès l'entrée en vigueur de cette loi organique, les partis politiques seront tenus de garantir aux femmes des chances d'accès aux assemblées élues. C'est, d'ailleurs, ce que stipule l'article 31 de la

Constitution dans sa nouvelle version», indique une source proche du département de Tayeb Belaïz.

L'engagement pris par Abdelaziz Bouteflika dans son discours prononcé le 29 octobre 2008 à la Cour suprême, à l'occasion de l'ouverture de l'année judiciaire, est donc en passe de se concrétiser.

«L'Etat œuvre à la promotion des droits politiques de la femme en augmentant ses chances d'accès à la représentation dans les assemblées élues. Les modalités d'application de cet article sont fixées par une loi organique», précise l'article 31 bis de la Constitution amendée le 12 novembre dernier. Toutefois, selon notre source,

le gouvernement ne devrait pas présenter dans l'immédiat cet avant-projet de loi devant le Parlement. «Le pouvoir exécutif a décidé de temporiser.

La présentation puis l'adoption de cette loi organique ne devraient avoir lieu qu'à l'approche des échéances électorales de 2012.

Cela semble tout à fait logique puisque les dispositions de ces nouveaux cadres juridiques sont censées être appliquées lors des élections législatives et locales», explique notre source.

A ce titre, il serait utile de savoir si le législateur compte opter pour le système des quotas. Notons que plusieurs formations

politiques, notamment le Parti des travailleurs et le Front de libération nationale, ont affiché publique-

ment leur refus en matière d'application de ce système.

T. H.

TAMANRASSET**La bande qui écumait
la RN 1 neutralisée**

La brigade de gendarmerie de Aïn-Salah a mis fin aux agissements d'une bande de malfaiteurs qui écumait la RN 1, en délestant les automobilistes de leur véhicule sous la menace d'armes à feu. C'est suite à une plainte déposée par une des victimes qu'un membre de la bande a pu être neutralisé par les gendarmes, sur les lieux mêmes de l'agression. Après l'enquête qui s'en est suivie, toute la bande, au nombre de neuf, a pu être démantelée. Une arme à feu de type kalachnikov, deux véhicules 4x4 et sept téléphones ont été récupérés. Présentés devant la justice, sept d'entre eux ont été écroués et deux autres ont bénéficié d'une mise en liberté provisoire.

R. N.